

liberté, égalité, solidarité

30 mai, 20 juin, 17 octobre, la mobilisation pour la régularisation de tout-es les sans-papiers, pour la fermeture des centres de rétentions, pour le logement pour tout-es, ne cesse de s'amplifier.

A l'occasion de la Journée Internationale des Migrant-es, le 18 décembre est une nouvelle étape.

On parle de solidarité mais, aux frontières de l'Europe, on repousse les migrants à la mer.

On parle de solidarité et de mesures barrières, notamment de « distanciation sociale », mais dans les Centre de Rétention Administrative (CRA), on entasse les migrants les uns sur les autres, dans des conditions sanitaires et d'hygiène déplorables. Il faut fermer les CRA, libérer les retenu-es et leur proposer un hébergement décent.

On parle de solidarité, mais combien de femmes, d'hommes, de jeunes mineurs, d'enfants et même de bébés sont dans la rue, ou dans des camps de fortune que l'on détruit quotidiennement, victimes des expulsions et de la chasse aux migrant-es, exposé-es sans prévention ni protection au virus. Personne ne doit rester à la rue.

Un scandale de plus !

Alors qu'il est prouvé que la dématérialisation des démarches complique l'accès des usagers à leurs droits, la préfecture de la Vienne a rendu obligatoire les prises de rendez-vous par internet pour les premières demandes de titre de séjour, comme pour leur renouvellement. En empêchant matériellement un grand nombre d'entre elles de faire leur demande, l'État continue à précariser la situation des personnes étrangères en attente de papiers. Personnes qui vivent, travaillent, étudient avec nous.

On parle de solidarité mais quid des travailleurs sans papiers payés au lance pierre sans aucune garantie du maintien de leur salaire et sans aucune protection sociale.

On parle de solidarité, mais combien de familles immigrées sont entassées dans des logements trop petits, parfois insalubres, avec des conséquences qui sont dramatiques en cas de confinement, notamment pour les enfants qui ne peuvent suivre les cours via internet faute d'équipement informatique et de connexion réseau.

Les mesures de justice et d'égalité sont des mesures indispensables pour construire une société plus solidaire et plus sûre.

Aucun mur, aucune barrière, aucun barbelé n'empêcheront les migrations. Un accueil humain, digne, permettra juste d'éviter de rajouter des drames aux drames.

Il est temps d'affirmer que la liberté de circulation et d'installation des femmes et des hommes sur l'ensemble de la planète est une composante normale et souhaitable de l'humanité que nous voulons.

liberté, égalité, papiers !

Manifestation vendredi 18 décembre

18h place du marché, Poitiers
apportez lampions, bougies, flambeaux, lampes de poche...